

Tradition chiite et islamisme khomeiniste (Note) Shi'ite Tradition and Khomeini-style Islamism

Edwige Durand

Volume 25, numéro 1, 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703277ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703277ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Durand, E. (1994). Tradition chiite et islamisme khomeiniste (Note). *Études internationales*, 25(1), 5–24. <https://doi.org/10.7202/703277ar>

Résumé de l'article

If we compare the religious tradition of Shi'ite Islam with the ideology Khomeini propounded from 1979 on, it emerges that Khomeini-style Islamism is more of a revolutionary political ideology falling within the category of Western Third-Worldism. It diverges from Shi'itism which has traditionally preached the illegitimacy of power, the need for contestation, the challenging of whatever is established, the search for social justice, the giving of support to the oppressed, and the expectation of a coming messiah. Khomeini exploited this tradition to serve political ends. He interpreted it in his own way and instituted a radical, infallible government of clerics while preaching anti-Westernism and Pan-Islamism intermixed with the exporting of his revolution. Shi'ite Islam has thus lost its traditional religious character, giving rise to confusion between religion and politics to the detriment of the former.

Tradition chiite et islamisme khomeiniste

Edwige DURAND*

ABSTRACT — *Shi'ite Tradition and Khomeini-style Islamism*

If we compare the religious tradition of Shi'ite Islam with the ideology Khomeini propounded from 1979 on, it emerges that Khomeini-style Islamism is more of a revolutionary political ideology falling within the category of Western Third-Worldism. It diverges from Shi'itism which has traditionally preached the illegitimacy of power, the need for contestation, the challenging of whatever is established, the search for social justice, the giving of support to the oppressed, and the expectation of a coming messiah. Khomeini exploited this tradition to serve political ends. He interpreted it in his own way and instituted a radical, infallible government of clerics while preaching anti-Westernism and Pan-Islamism intermixed with the exporting of his revolution. Shi'ite Islam has thus lost its traditional religious character, giving rise to confusion between religion and politics to the detriment of the former.

Les Iraniens sont pour environ 90 % des musulmans chiites, ce qui a surpris les Occidentaux lors de la révolution de 1979, habitués à l'image d'un pays occidentalisé telle que présentée par son souverain. Comprendre la spécificité du chiisme est essentiel pour mieux cerner le caractère particulier de la révolution islamique et du type de société qu'elle veut instaurer, et aussi pour mieux appréhender l'idéologie propagée par Khomeini. Le chiisme fait partie de l'histoire iranienne et apporte des connotations et des incidences qui lui sont propres et qui sont profondément inscrites dans les mentalités. C'est ainsi que se dégagent plus particulièrement la tendance à considérer tout pouvoir comme illégitime, le souci de la justice sociale, le goût du martyr, et l'attente d'un gouvernement parfait avec le retour de l'Imam caché. Par ailleurs, la pénétration occidentale au XIX^e siècle a provoqué un traumatisme culturel qui a perturbé la pensée religieuse et l'a conduite à se transformer.

On peut se demander si Khomeini a agi dans la tradition chiite dans la révolution qu'il a dirigée puis dans le gouvernement qu'il a installé, ou s'il se

* Étudiante au doctorat au Département d'histoire de l'Université d'Ottawa. Cet article a été écrit dans le cadre d'une bourse du CRSH ; il est extrait d'un mémoire de maîtrise présenté en août 1992 dans la même université.

situé plutôt dans une ligne plus idéologique s'éloignant de la tradition religieuse pour se situer dans l'idéologie politique révolutionnaire proche du tiersmondisme, ce qui alors le classerait plus près d'une pensée occidentalisée. Quand suite à la victoire de la révolution est instaurée officiellement la République Islamique d'Iran, les mots république et islamique côte à côte sous-entendent le sujet qui nous préoccupe : s'agit-il de politique ou de religion, et sur quelles bases idéologiques ou religieuses cette république est-elle conçue ? Pour tenter de répondre, il faut d'abord nous reporter à la spécificité du chiisme, puis à la conception même du gouvernement islamique tel que défini par Khomeini, pour ensuite voir ce que la concrétisation d'un tel gouvernement signifie pour l'islam et l'Iran. Enfin, il nous faut aborder la vision de la société et du monde par Khomeini à travers ses textes, ses discours, et les documents officiels publiés par la République Islamique d'Iran, afin de déterminer si ces idées sont plus proches de l'idéologie politique que de la tradition religieuse chiite.

I – Le rôle du chiisme dans la pensée révolutionnaire

L'histoire du chiisme remonte à la succession du Prophète lorsqu'à la mort de ce dernier, en 632, trois califes¹ lui succèdent : Abou-Bakr en 632, Omar en 634, et Osman en 644. Un groupe de croyants jugent cette succession illégitime, car elle aurait dû revenir à Ali, cousin et époux de Fatima, fille du Prophète, et initié par celui-ci au sens caché du Coran. Ces croyants prennent alors le nom de *chi'a Ali*, c'est-à-dire partisans d'Ali, ou chiites, et se présentent comme un parti légitimiste face à une usurpation. Après la mort d'Osman, assassiné, Ali devient calife en 656, mais, en 657, se voit confronté, lors de la bataille de Seffin, au gouverneur de Syrie et cousin d'Osman, Moawiyya². Ce dernier propose un arbitrage qui est défavorable à Ali, mais néanmoins accepté par lui, ce qui fait que les Ommeyyades s'emparent du califat. Ali est alors assassiné en 661 à Kufa par un kharidjite³. Les fils d'Ali, Hassan et Hussein, reconnaissent le nouveau calife, mais les conflits incessants font que tous deux trouveront une mort violente. Hassan est empoisonné et Hussein doit se battre contre le fils de Moawiyya, Yazid, et est massacré avec sa famille et ses compagnons à Karbala, en 680. Le schisme est alors totalement consommé entre chiites et sunnites⁴, et les chiites vont substituer au califat l'imamat. Ali devient le premier Imam, transmetteur du secret divin caché dans le Coran, symbole de la justice défendant le persécuté, intermédiaire

1. Le calife est le chef de la communauté musulmane et n'est pas obligatoirement un religieux ou apparenté à la famille du Prophète chez les sunnites. Chez les chiites, le chef de la communauté est l'Imam et doit faire partie de la descendance du Prophète. C'est en premier lieu un guide spirituel.

2. Moawiyya fondera la dynastie des Ommeyyades et installera le califat à Damas.

3. Les kharidjites sont ceux qui ont refusé l'arbitrage accepté par Ali et croient que le califat doit revenir à un homme juste et pieux, peu importe sa famille.

4. Le sunnisme vient de *sunna* (tradition). Les sunnites forment la majorité des musulmans.

entre les hommes et Dieu et guide spirituel de la communauté. Onze Imams, tous de la descendance du Prophète par Ali et Fatima, lui succèdent, le dernier étant Mohammad al-Ghaïm, né en 869. Disparu à la mort de son père en 874, mais toujours vivant au cœur du croyant, il doit revenir établir sur terre un gouvernement juste et parfait quand les temps seront venus ; c'est l'Occultation. Le chiisme pratiqué en Perse, en se référant à douze Imams héritiers spirituels du Prophète, prend le nom de chiisme duodécimain.

A — Illégitimité des pouvoirs et contestation

Une telle historicité n'est pas sans avoir des conséquences sur la vision du monde et de la société, notamment la légitimité du pouvoir. Les chiites voient dans les premiers califes des usurpateurs du pouvoir ce qui fait du chiisme une religion de contestation particulièrement critique, et donne à tout pouvoir une connotation suspecte. Liée à la lutte pour le califat se retrouve ainsi une perpétuelle mise en cause de la légitimité du pouvoir. Nous avons vu que les chiites ont adopté l'imamat au lieu du califat. L'Imam⁵ devient donc celui qui guide, qui aide à la compréhension du Coran, qui en connaît le vrai sens et qui veille sur la communauté. Le chiisme a donc un aspect contestataire, car, en accordant à l'Imam le droit d'interpréter le Coran, il est possible d'arriver rapidement à une revendication proche du politique puisqu'il peut y avoir remise en question de ce qui est considéré comme établi. Le chiisme porte en lui un dangereux courant proche de la dissidence perpétuelle. C'est ce rapprochement avec la contestation politique, outre son organisation et son indépendance financière, qui va permettre au clergé iranien de regrouper toutes les tendances contre la monarchie à partir de 1963. Hussein, martyr et persécuté, a cherché à résister à Yazid. Devenu le modèle du résistant au pouvoir illégitime et luttant volontairement jusqu'à la mort, il a inspiré toute une partie de la jeunesse iranienne pendant la révolution. Hussein mourant pour témoigner est une victime contestataire et sa mort est une passion. Les jeunes militants islamiques se sentent revivre cette passion qui les conduit parfois jusqu'à la mort.

La recherche de la justice prend également une place particulière dans le chiisme. En se considérant comme opprimés et évincés, les chiites ont réclamé la justice tout au long de leur histoire avec comme symbole celui du juste persécuté, Hussein. Aussi, le rôle de l'Imam ne se limite-t-il pas à l'interprétation du Coran ; il doit se ranger au côté de l'opprimé et contre l'opprimeur quel qu'il soit. Toute l'histoire de l'humanité souffrante s'identifie dans la bataille de Karbala, et chaque instant de la vie doit être consacré au triomphe de la justice. L'opprimeur, les religieux l'ont clairement désigné avant la révolution de 1979 : le chah et sa politique d'occidentalisation, associés aux États-Unis et à Israël. Leur promesse d'une société plus juste et moins corrom-

5. À ne pas confondre avec l'imam qui est un officiant religieux et dirige la prière dans les mosquées.

pue leur a aussi permis, outre l'aspect religieux et culturel, de trouver une base solide chez les plus pauvres des Iraniens.

Tourmentés par l'imperfection du monde et la persécution injuste, les chiites ont développé un véritable goût pour l'abnégation et le sacrifice. Le martyre d'Hussein à Karbala est célébré régulièrement tous les 10 du mois de Moharram, le jour de l'Achoura. Les croyants qui participent à cette célébration vivent pour ainsi dire la passion d'Hussein, symbole de la lutte du Bien et du Juste, contre le Mal et l'Usurpation, personnifiés par Yazid. Le dernier chah s'est d'ailleurs vu de nombreuses fois comparé à Yazid, Hussein représentant le peuple opprimé. L'histoire des douze Imams chiites s'ajoute à la tradition du martyre puisque tous se sont fait assassiner à l'exception du dernier qui a disparu. Cette recherche du martyre associé au triomphe de la justice confère au chiisme une attitude militante⁶ présente tout au long de l'histoire contemporaine iranienne.

Pour beaucoup d'Iraniens, Khomeini s'est confondu avec la personne de Hussein, car il a été lui même persécuté par le pouvoir en place. N'oublions pas que la révolution éclate en décembre 1978 à Téhéran, et que ce mois correspond au Moharram cette année-là, le mois de l'Achoura. Les cérémonies qui se déroulent ce jour-là sont impressionnantes, les participants se flagellant et se frappant pour simuler l'assassinat d'Ali et le massacre d'Hussein, ainsi que les persécutions des Imams. La tradition veut que celui qui meurt au cours de ces célébrations aille directement au paradis. Quand les premiers morts s'écroulent, la foule les considère comme martyrs, ce qui lui donne une force sans limites pour combattre les forces gouvernementales. Depuis la France, Khomeini lance le slogan : «N'hésitez pas à verser votre sang pour protéger l'islam et renverser la tyrannie,» à quoi la foule répond : «Comme notre Imam Hussein, nous sommes martyrisés⁷.»

Cette tradition du culte du martyre et du paradis est récupérée pour des fins plus politiques. Combien de fois avons-nous vu les images de jeunes gens partir au front lors de la guerre Iran-Irak en souhaitant la mort qui les transforme en martyrs à l'image d'Hussein et qui peuvent ainsi accéder au paradis. Cette croyance en a fait des combattants redoutables. Pour pouvoir maintenir l'effort de guerre, le régime a joué sur ce sentiment religieux, car, vouée au culte du martyre, la population a moins tendance à contester le pouvoir islamique⁸ sur la poursuite meurtrière de la guerre après 1981. Ce même goût du sacrifice se retrouve lors d'actions suicidaires, notamment au Liban. Enfin, la fontaine du cimetière de Téhéran, à l'eau rouge rappelant le sang versé par les martyrs de la révolution ou de la guerre, fait partie de ce long processus d'identification au martyre d'Hussein pour la juste cause, cause

6. H. ALGAR, «Sources et figures de la révolution islamique en Iran», *Le Débat*, 14, juillet-août 1981, p. 56.

7. Propos rapportés par P. ROCHOT, *La grande fièvre du monde musulman*, Paris, Le Sycomore, 1981, p. 31.

8. C. HAGHIGHAT, *Iran, la révolution islamique*, Paris, Éditions Complexe, 1989, p. 180.

dont la limite entre le religieux et l'idéologie politique au service de l'Etat devient de plus en plus difficile à situer.

B — De la tradition chiite au pouvoir politique

Une des forces du chiisme est son aspect de combat permanent, mais c'est aussi une espérance avec l'attente du retour de l'Imam caché, le Mahdi, celui qui ne doit apparaître qu'au moment où le monde sera sauvé du mal avec l'établissement d'un gouvernement parfait sur le modèle de celui du Prophète à Médine. L'occultation du Mahdi et son retour pour l'instauration d'un gouvernement parfait renforce non seulement l'idée d'illégitimité de tout pouvoir, par définition imparfait, mais amène à le combattre comme un devoir religieux. Khomeini, en propageant l'idée que le gouvernement doit être dirigé par des théologiens, en attendant le retour du Mahdi, pour limiter l'imperfection de gouvernements illégitimes en place et guider le peuple, se sert d'une façon politique de la croyance religieuse :

[...] si l'application des lois islamiques est indispensable, même après Mahomet, l'établissement d'un pouvoir exécutif le devient également, sans quoi une situation d'anarchie s'installerait, accompagnée d'une corruption à tous les niveaux [...] L'unique solution [...] est bien la mise en ordre de tous les rouages de la société par l'apparition d'un gouvernement islamique⁹.

En ayant vécu 15 ans en exil avant de revenir à Téhéran, Khomeini peut paraître au yeux du peuple comme une sorte d'Imam caché, ou son représentant, revenant instaurer la justice. Il emprunte à la vision mystique du chiisme l'image du guide spirituel absolu, mais nous verrons que la vision mystique bascule dans la vision temporelle de l'organisation sociale et politique. Bien que se défendant d'être le Mahdi attendu, Khomeini laisse entendre qu'il remplit, comme un régent, la fonction du douzième Imam, et s'arroge le pouvoir de diriger ses contemporains vers une société idéale qui devient une société bien humaine et temporelle, la République islamique.

Or, l'idée d'un gouvernement dirigé par des religieux n'est pas conforme au chiisme duodécimain puisque le gouvernement parfait ne peut être que l'œuvre du Mahdi et que toute forme de gouvernement ne peut être qu'imparfaite, illégitime et contestable. Le rôle des religieux est de guider, de veiller à l'application de la loi musulmane, de participer à la vie sociale, d'assurer leur indépendance vis-à-vis de l'État pour pouvoir le contester, mais non de gouverner et de diriger politiquement l'État. En rompant avec la tradition, Khomeini met la religion en danger de se transformer en idéologie politique et lui supprime son rôle de régulateur moral et de contestation du pouvoir quel qu'il soit. De plus, en se proclamant unique détenteur de la vérité, il usurpe le pouvoir réservé aux Imams, au seul Mahdi, au Prophète et à Dieu. L'islam professe que rien ni personne n'atteint la perfection sur terre, celle-ci étant

9. R. KHOMEINI, *Pour un gouvernement islamique*, Paris, Fayolle, 1979, p. 27.

réservée à Dieu. Se vouloir détenteur de la vérité en matière de vision du monde est un concept idéologique, la vérité dans la religion étant révélée par Dieu aux hommes par l'intermédiaire d'un prophète.

En se compromettant à la tête de l'État, les religieux qui suivent Khomeini prennent le risque d'être critiqués à leur tour en tant que gouvernement, par essence illégitime et mauvais. Les religieux, en n'étant plus les gardiens écoutés et respectés, risquent à leur tour d'être contestés en cas de désillusion de la population et d'entraîner dans leur chute l'aura de la religion devenue otage de la politique. «Le rôle historique du shi'isme reste la critique du pouvoir et non la prise du pouvoir. [...] À force d'idéologisation et de politisation extrême, les valeurs spirituelles dont l'Islam est porteur ne risquent-elles pas d'être marginalisées¹⁰?»

Une autre particularité, entre autres, propre aux chiites considérés comme hérétiques et longtemps persécutés, est la «dissimulation de la pensée», attitude contre laquelle s'élève Khomeini pour qui cette façon d'agir correspond à une sorte d'acceptation passive alors que le croyant, guidé par les religieux, doit plutôt revendiquer ce qu'il considère comme juste et conforme aux prescriptions de sa religion. Khomeini prêche la contestation active et l'action énergique et immédiate et s'insurge contre ce qu'il considère comme étant de la résignation, adoptant ainsi une position proche du militantisme révolutionnaire.

Ce sont les Safavides qui ont imposé le chiisme comme religion d'État en 1501, mais celui-ci n'est devenu majoritaire en Perse qu'à la fin du xvi^e siècle et n'a atteint sa diffusion actuelle qu'au xviii^e siècle¹¹. Les Safavides ont compris l'importance du chiisme comme instrument de mobilisation nationale et de restauration d'un Empire persan contre les Ottomans tentés de s'étendre à l'Est¹². Cependant, les Safavides sont restés une dynastie séculière et les religieux n'ont pas été installés au pouvoir, ni n'ont cherché à le prendre.

La Perse, par ailleurs, s'est vu confrontée à partir du xix^e siècle à la pénétration économique et politique occidentale, ce qui a établi une situation nouvelle engendrant une sorte de traumatisme dans la pensée musulmane et dans l'action des croyants. Insulté par la monarchie à plusieurs reprises, le clergé réagit fortement et s'intéresse davantage au monde contemporain, et aux courants idéologiques, philosophiques et économiques modernes, conformément à la voie tracée au xix^e siècle par le réformateur al-Afghani¹³. C'est d'ailleurs essentiellement à partir du xix^e siècle que les religieux s'agitent politiquement et prennent partie pour des idées qu'ils ne comprennent pas toujours. En effet, de nouveaux concepts accompagnent la pénétration occidentale et provoquent des interrogations jusque-là ignorées comme la monar-

10. M-R. DJALILI, *Religion et révolution, l'Islam shi'ite et l'État*, Paris, Economica, 1981, pp. 56 et 63.

11. J-P. DIGARD, «Shi'isme et État en Iran», in O. CARRE, *L'Islam et l'État dans le monde d'aujourd'hui*, Paris, PUF, 1982, p. 67.

12. A. TAHÉRI, *Khomeiny*, Paris, Balland, 1985, p. 182.

13. P. BALTA, et C. RULLEAU, *L'Iran insurgé*, Paris, Sindbad, 1979, p. 151.

chie parlementaire ou le nationalisme. Ainsi, les religieux vont par exemple soutenir la constitution en 1906, de modèle britannique, ou le nationalisme de Mossadegh, un nationalisme acquis au laïcisme, plus pour lutter contre la monarchie hostile à leur égard que par conviction du bien-fondé de ces nouveaux courants. En voulant renverser une monarchie jugée trop occidentalisée, les religieux se trouvent dans la situation contradictoire d'utiliser des armes politiques occidentales qui risquent de se retourner contre eux à tout moment. En effet, soutenir une constitution signifie que le Coran ne constitue plus l'unique fondement de l'État et puisque les lois sont dans le Coran, laisser des représentants du peuple légiférer dans le cadre d'une monarchie parlementaire est totalement hérétique. Ce danger sera évincé par Khomeini dans sa conception du gouvernement islamique sans pour autant restituer au Coran son rôle de livre sacré au-dessus du combat politique.

II – L'idéologie de Khomeini

Le gouvernement islamique se présente sous la forme de séparation des pouvoirs : le Parlement islamique, le Majlis, constitue le législatif et est composé de 270 députés élus pour quatre ans au suffrage universel, un Conseil supérieur de la justice composé de cinq membres forme le judiciaire, et un Président de la République élu au suffrage universel pour quatre ans représente l'exécutif. N'en déduisons pas pour autant que la République islamique fonctionne comme une démocratie parlementaire occidentale. Le Parlement est sous le contrôle d'un Conseil de Surveillance composé de six juristes et de six ulémas, tous désignés par l'Imam Khomeini, le Conseil de Justice est placé sous le contrôle d'un Conseil supérieur de la Justice, et le Président de la République répond au Guide de la Révolution, Khomeini¹⁴. Si l'on ajoute à ces institutions le Conseil de direction attribué au Guide suprême ainsi que les Gardiens de la Révolution islamique, les Pasdarans, cette république possède des aspects qui lui sont tout à fait propres et dont le vocabulaire politique, emprunté aux institutions occidentales, répond néanmoins à une conception particulière de l'idée de gouvernement.

A — Le vilayat al-faqih

Pour bien saisir ce type de gouvernement et l'idéologie qui se met en place, il faut commencer par comprendre ce qu'est un gouvernement islamique de type khomeiniste. La base de ce gouvernement repose sur la conception de Khomeini du vilayat al-faqih. Le faqih, c'est le législateur, le juriste spécialiste du feqh, la connaissance de la Loi divine, et le vilayat al-faqih, c'est le fait d'interpréter la Loi divine, d'en être le gardien, et de veiller à son application jusqu'au retour de l'Imam caché : en d'autres mots, c'est exercer le pouvoir du législateur. À partir de ce principe, Khomeini élabore un gouvernement dépendant entièrement du faqih et bâti sur une hiérarchisation par-

14. *Regards sur la République Islamique d'Iran*, ministère des Affaires étrangères de la République Islamique d'Iran, pp.56 -57.

tant de Dieu. Le principe est le suivant : Dieu a révélé la Loi au Prophète et celle-ci est expliquée dans le Coran et par le Prophète. Or, Dieu a ordonné d'obéir au Prophète, puis aux Imams qui transmettent sa Loi. Par ailleurs, le faqih connaît la Loi et veille sur Elle, mandaté en quelque sorte par Dieu. Le gouvernement doit donc écouter le faqih et devient alors le gouvernement de la Loi, qui est un ordre de Dieu, et doit régner de façon absolue sur tous¹⁵. Le Coran et la tradition, la Sunna, contiennent toutes les lois nécessaires pour le bonheur et la perfection de l'homme¹⁶. La Loi est valable pour tous les temps et tous les hommes, et son application est nécessaire. «C'est pourquoi aujourd'hui et jusqu'à la fin des temps, il sera indispensable qu'un imam veille sur l'ordre et les lois islamiques¹⁷.»

Selon Khomeini, il n'est pas logique que Dieu ait abandonné son peuple sans un guide¹⁸. Le peuple, qui est imparfait, a besoin d'un exemple parfait. Puisque le gouvernement islamique est le gouvernement de la Loi, l'autorité qui a la charge de l'application de cette Loi doit être un véritable juriste, et l'exécutif lui est subordonné. «Par essence, les lois sociales nécessitent des hommes pour les exécuter [...] Dans l'Islam, l'Imam est également chargé de l'exécutif¹⁹.» Cependant, étant donné l'occultation du douzième Imam, comment s'assurer de l'application de la Loi en attendant son retour ? La réponse devient évidente : par l'instauration d'un gouvernement islamique sous le contrôle du faqih et guidé par l'Imam, devenant une seule et même personne, c'est-à-dire par Khomeini. Celui qui conteste ce gouvernement nie la nécessité de l'application de la Loi, son universalité et l'éternité de l'islam²⁰, donc désobéit à Dieu et au Prophète et est coupable, s'il est musulman, d'apostasie.

On peut reprocher à cette conception une sorte d'infailibilité du faqih qui risque de conduire à la totalitarisation politique. Pour asseoir l'autorité du faqih, on assiste à une confusion entretenue entre la Charia (la Loi) et les hadiths (paroles du Prophète) toutes deux d'obéissance divine, donc idéal moral et religieux immuable, et le fiqh, qui n'est que jurisprudence adaptable et modifiable, donc du domaine du temporel puisque que fait par les hommes²¹. Cette confusion est loin d'être anodine, car, en fait, elle véhicule la justification d'une version politique et morcelée du tout que constitue l'islam, lui enlevant ainsi son caractère religieux, soit la miséricorde, la tolérance, et tout le côté spirituel. Bien que Khomeini précise que le gouvernement islamique n'est pas despotique mais constitutionnel, pas au sens occidental du terme, mais «au sens où les dirigeants sont tenus à un ensemble de conditions définies dans le Coran et dans la Sunna du Prophète en ce qui concerne l'exécutif et l'administration²²», l'autoritarisme total du Guide est assez claire-

15. R. KHOMEINI, *Pour un gouvernement islamique*, op. cit., p. 44.

16. *Ibid.*, p. 29.

17. *Ibid.*, p. 40.

18. *Ibid.*, p. 38.

19. *Ibid.*, p. 26.

20. *Ibid.*, p. 28.

21. M. AL-ASHMAWY, *L'islamisme contre l'islam*, Paris, La Découverte, 1989, pp. 11-29.

22. R. KHOMEINI, *Pour un gouvernement islamique*, op. cit., p. 43.

ment défini. Les «conditions définies» étant les lois islamiques et le législateur suprême étant Dieu, et sur terre son représentant, le faqih, personne ne peut émettre d'autres lois. Tout est donc subordonné au seul législateur. Le parlement, qui ne peut légiférer, ne doit que confirmer la loi telle qu'interprétée par le faqih. La Constitution iranienne est d'ailleurs précise sur le sujet de l'autorité :

[...] sous la direction de la Haute Autorité de l'Ayatollah Ozma Imam Khomeini [...] Assurer les libertés politiques et sociales dans les limites de la loi [...] En l'absence de l'Imam du Temps [...] la gestion et l'Imamat des Croyants est à la charge d'un docteur du dogme juste, vertueux, au courant de l'évolution de l'époque, courageux, efficace et habile, qui est accepté comme guide par la majorité du peuple. [...] Les pouvoirs souverains dans la République Islamique sont le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire placés sous le contrôle de l'autorité de l'Imamat sur la communauté²³.

L'exécutif doit donc se conformer aux décisions du législateur suprême, ce qui apparaît comme une réalité autoritaire, et tout est fait pour que cette autorité soit difficilement contestable parce qu'il lui est donné un aspect sacré. En effet, l'autorité suprême c'est le Logos, la Parole divine, car le Coran est, pour le croyant, la Parole même de Dieu, donc le Logos. Si l'on croit que le Coran est le Logos, il est difficile de ne pas être d'accord sur son application²⁴, même si on le transforme en Loi et si cette Loi a subi des interprétations multiples au cours des siècles. Khomeini privilégie sa propre interprétation du droit et veut instaurer une Logocratie fondée sur la Parole, devenue la Loi divine. Tout autre gouvernement qui n'applique pas la Loi est corrompu et anti-islamique parce qu'il exerce ses fonctions en dehors de la légitimité canonique, alors que le gouvernement islamique ne fait qu'appliquer la Parole divine, et que l'on peut difficilement accuser Dieu d'être despote, d'où la considération que le gouvernement islamique n'est pas despotique. Le grand problème du gouvernement islamique khomeiniste, c'est que le Logos est avant tout un concept spirituel et divin, alors que le législateur va faire face à une application concrète qui ne concerne pas seulement l'interprétation de la Parole, mais aussi le politique, le social et l'économique. Aussi, plus que théocratie, pouvoir considéré comme venant de Dieu et exercé par ceux investis de son autorité, hiérocrairie, pouvoir venant du sacré, ou logocratie, pouvoir au nom du Verbe, le régime se dirige malgré lui vers l'autocratie, autorité du faqih, puis vers le totalitarisme idéologique rejetant tout ce qui n'est pas conforme, non pas à l'islam, mais à l'idéologie de l'islamisme.

Quelles sont alors les qualités requises pour être le faqih, chef du gouvernement islamique pendant l'Occultation ? D'abord connaître la Loi et avoir le sens de la justice, puisque le faqih juste est le véritable successeur des

23. *Constitution de la République Islamique de l'Iran*, premier, troisième (7), cinquième et cinquante-septième principes. Voir aussi cent-septième principe non cité.

24. J-P. CHARNAY, «Les sociétés musulmanes face au défi de la modernité», Table ronde au XIV^e Congrès international de l'ASISL, Lyon, France, 10 juillet 1992.

prophètes²⁵, être pur, vertueux, digne de confiance et désintéressé des biens de ce monde. «Il n'est pas raisonnable de faire une différence entre le Prophète, l'Imam et le faqih²⁶.» Sans le faqih, l'islam est condamné à disparaître puisqu'il est gardien de la foi et de la Loi. Pour assurer le succès de sa mission, il doit se doter des pleins pouvoirs et ne pas hésiter à se sacrifier comme Hussein mort pour l'islam. Magistrat suprême, il devient la Loi et le peuple est sous sa protection. «Le peuple et les musulmans sont libres à l'intérieur du cercle des règlements de la Loi divine, c'est-à-dire qu'après avoir agi en conformité avec ceux-ci²⁷.» Il y a donc condition pour la liberté du peuple. Le gouvernement islamique affiche sa forme idéologique totalitaire et non pas religieuse, et le Logos s'efface derrière l'initiative personnelle de l'interprétation du Coran. On est loin du compromis de 1906 laissant aux religieux un droit de regard sur la constitution, mais n'exerçant pas le pouvoir politique proprement dit. Or, si dans la religion, la soumission à Dieu se fait volontairement et avec amour par chacun, dans l'idéologie politique, toute soumission devient contrainte pour tous imposée par la volonté d'un seul.

On comprend qu'une partie du clergé ait été choquée de la liberté d'interprétation de Khomeini du chiisme. Le devoir traditionnel des religieux dans le chiisme est de veiller au respect des principes de l'islam et à l'application de la Loi, mais sans se compromettre dans la direction du pouvoir, celui-ci revenant à un souverain temporel, car, impliquer la religion dans l'exercice direct du pouvoir la rend vulnérable, et pire, séculière, étant donné qu'elle prend le risque de s'abaisser au compromis politique. L'interprétation de Khomeini du gouvernement islamique verse, par conséquent, dans un aspect contraire au chiisme. L'idée du vilayat-el-faqih est considérée comme une interprétation personnelle de Khomeini cherchant à en faire une loi religieuse de source divine, mais qui sert essentiellement à légitimer le pouvoir absolu du clergé sur les affaires de l'État.

B — Gouvernement clérical et interprétation personnelle

Il semble intéressant, avant de poursuivre, d'examiner comment se compose le clergé chiite iranien qui se divise en deux tendances : pour ou contre un gouvernement islamique. Il sera plus aisé alors de voir comment l'idéologie islamiste de Khomeini cherche des racines dans le chiisme tout en le contredisant. Au sommet du clergé se trouvent les mujtahids, c'est-à-dire ceux qui aspirent à l'ijtihad, l'approfondissement de la foi, et qui sont aptes à interpréter la Loi divine. Aux plus savants d'entre eux est accordé le titre d'ayatollah, celui qui est le signe de Dieu. Cependant, aucun mujtahid n'est considéré comme infaillible dans l'interprétation de la Loi²⁸. Aussi, quand Khomeini se pose en chef incontestable de l'interprétation et de l'application de la Loi,

25. R. KHOMEINI, *Pour un gouvernement islamique*, op. cit., p. 58.

26. *Ibid.*, p. 53.

27. *Ibid.*, p. 67.

28. E. HOOGLUND, «Social origins of the revolutionary clergy», in N. KEDDIE et E. HOOGLUND, *The Iranian Revolution and the Islamic Republic*, New York, Syracuse University Press, 1986, p. 75.

certain le considèrent comme outrepassant les droits accordés par le chiisme et comme un hérétique. Seuls les onze Imams jouissent d'une réputation d'infailibilité. En se présentant comme un Imam intérimaire en attendant le retour du Madih, Khomeini profite d'une confusion dans l'esprit populaire, et fait accepter une conception que la religion lui refuse. Il ne se présente pas comme le Madih, ce qui serait hautement sacrilège, mais, se servant du symbolisme du chiisme, se laisse percevoir comme un persécuté et un justicier, poursuivi par un pouvoir temporel arbitraire et illégitime, la monarchie. Sorti vainqueur, il est, par conséquent, estimé être comme un juste détenteur de la vérité, comme un Imam.

Khomeini joue aussi avec le message messianique du Mahdi qui doit instaurer sur terre le gouvernement parfait et une société juste, ce qui lui permet d'être accepté par la grande majorité du peuple comme un véritable sauveur qui a délivré l'Iran du chah, comparé à Yazid, mal absolu chez les chiites. Quant à Hussein, il perd son caractère mystique du juste sacrifié pour devenir essentiellement un combattant et un militant justifiant la révolte armée contre les régimes considérés comme usurpateurs²⁹. «Ali portait casque, cuirasse et sabre. De même Hassan, Hossein [...] aujourd'hui on nous dit que si nous voulons instituer un gouvernement islamique, il faudra que nous gardions notre turban et notre robe, sinon nous aurons agi contre la justice³⁰!» Le spirituel et le religieux se trouvent ainsi évacués et perdent toute leur symbolique pour justifier une idéologie révolutionnaire. D'autre part, aucun ayatollah n'a de primauté sur un autre, la tradition acceptant plusieurs écoles. C'est donc presque un schisme qui s'établit parmi le haut clergé. Quant aux mollahs, ils sont en majorité favorables à Khomeini, celui-ci leur redonnant une place prépondérante et respectée dans la société et dans l'État, place fortement menacée sous les Pahlavis.

La conception d'un gouvernement clérical est donc tout à fait nouvelle dans l'histoire du chiisme et incompatible avec la tradition religieuse qui veut que tout gouvernement soit imparfait, et que le rôle du clergé se borne à veiller à la bonne application de l'islam. En mettant le clergé en première ligne, Khomeini lui enlève son rôle religieux et le transforme en parti politique composé de militants politiques. «When Ayatollah Beheshti first established the IRP, it appeared as if Iran was obtaining its own clerical version of a highly structured and disciplined communist party with its «politburo,» «central committee,» «chairman,» «first secretary,» and so on³¹.» Par ailleurs, il y a un autre risque contraire à la tradition : que les titres religieux ne soient plus accordés sur la connaissance théologique et la sagesse, mais sur la fidélité politique, si bien que la charge si importante de l'interprétation de la Loi divine et de guide du peuple peut se retrouver entre les mains de «religieux» plus proches de la politique que de la mystique religieuse. C'est ainsi que la désignation de l'ayatollah Montazeri comme successeur de Khomeini, en

29. N. KEDDIE, «Is Shi'ism revolutionary?», in N. KEDDIE et E. HOOGLUND, *op. cit.*, p. 113-122.

30. R. KHOMEINI, *Pour un gouvernement islamique*, *op. cit.*, p. 19.

31. E. ABRAHAMIAN, in N. KEDDIE et E. HOOGLUND, *op. cit.*, p. 84.

1985, a provoqué des remous, celui-ci étant considéré par une partie de ses pairs comme pas assez religieux, et par d'autres comme trop pragmatique en matière de politique³². De plus, accepter une interprétation de la Loi divine d'un ayatollah plus que celle d'un autre remet en cause le principe admis que les ayatollahs vivants ont préséance sur ceux qui sont morts, et admettre une seule interprétation définitive défendue en plus par un «successeur» et exécutée par un gouvernement se révèle contraire au chiisme pour lequel plusieurs écoles peuvent coexister outre le fait que tout gouvernement est imparfait. On peut aisément comprendre les problèmes devant lesquels se sont trouvés confrontés les religieux désirant rester fidèles non seulement au chiisme, mais aussi au rôle fondamental de la religion.

C — Guide religieux chiite ou chef politique radical

Ce type de gouvernement, sous le contrôle d'un Guide, entraîne un véritable culte de la personnalité accompagné d'une intensive propagande. Khomeini possède le profil du leader charismatique qui prêche une idéologie radicale s'inspirant d'un message messianique. Il commence par s'adresser d'abord à un groupe constitué de talabehs, c'est-à-dire d'étudiants en théologie aspirant à devenir mollahs, puis progressivement le message se politise à mesure que le groupe dépasse le stade des disciples pour s'élargir en un vaste mouvement regroupant l'opposition à la monarchie. Khomeini cristallise ainsi autour de sa personne toutes les oppositions, s'autorise à interpréter le Coran, ce qui est normal dans la tradition chiite, mais impose sa propre interprétation aux dépens des autres, ce qui est moins normal, puis il n'hésite pas à utiliser la propagande pour propager son idéologie islamique et recommande vivement cette méthode :

Tablighat (ideology-oriented publicity work) is not the task solely of the Ministry of Guidance, but of all scholars, public speakers, writers and artists. The Foreign Ministry must do its best to ensure that our embassies abroad will have ideology-oriented publicity periodicals to unveil the brilliant visage of Islam³³ [...]

Khomeini a d'ailleurs de l'expérience en matière de propagande puisque, lors de son exil, il accorde de multiples entrevues, recueille des dons, écrit, et surtout parle aux Iraniens par l'intermédiaire de cassettes qui ont un impact extraordinaire. Quand, dans la nuit du 27 novembre 1979, la population de Téhéran est persuadée d'avoir vu apparaître son visage dans la pleine lune³⁴, Khomeini ne publie aucun démenti, bien que cet événement soit plus près de l'idolâtrie populaire et de l'hallucination collective que de l'islam pur. Il devient rapidement le représentant de l'Imam caché, le régent de l'Imamat en attendant l'instauration du gouvernement parfait, une sorte de Madih par

32. Khomeini écartera d'ailleurs lui-même Montazeri de sa succession en mars 1989 pour manque de zèle islamiste et sympathie pour le camp des pragmatiques.

33. R. KHOMEINI, *Imam's final discourse*, Tehran, Ministry of Islamic Guidance, 1984, p. 43.

34. A. TAHERI, *op. cit.*, pp. 252-253.

intérim. Il est dans le coeur des masses populaires l'Imam, dans le sens de guide mais aussi de sauveur. Il est le chef incontesté et incontestable. Cette image est d'ailleurs largement entretenue par la propagande gouvernementale diffusée aussi bien en Iran qu'à l'étranger :

[...] les masses populaires musulmanes lui (Khomeini) ont attribué par la suite spontanément et d'un libre choix le titre d'Imam pour insister sur l'importance historique de l'Imam Khomeini en tant que chef. C'est le premier cas où l'on attribue le titre d'Imam à un chef religieux en Iran, depuis la disparition du dernier Imam pur³⁵.

Ses portraits sont proménés lors des manifestations, présents dans les lieux publics, les lieux de travail, les écoles comme dans les foyers. Les titres qui lui sont donnés et ce culte de la personnalité, que des religieux qualifient de sacrilège parce qu'ils amènent une sorte d'idolâtrie, est assez typique des qualificatifs attribués aux chefs idéologiques des révolutions. Quant aux multiples portraits, il suffit de nous remémorer les impressionnants défilés communistes pour nous rendre compte que ce type d'action est plus proche de l'idéologie que du comportement religieux. En agissant ainsi, Khomeini accepte le risque que la révolution fasse passer Dieu au second plan, le premier étant attribué à son «représentant».

On assiste aussi à un phénomène d'identification avec les peuples opprimés quels qu'ils soient, ce qui amène Khomeini, dans la plupart de ses discours, à dénoncer l'exploitation du Tiers monde par les grandes puissances, notamment les États-Unis. Les peuples combattant pour leur libération, c'est lui, nouvel Hussein rédempteur non pas par la mystique du sacrifice, mais plus par l'appel bien réel à la révolte armée : «You Moslems of the world, it is now time for you to arise and defend Islam [...] We support all the oppressed nations. This is a duty [...] we will triumph over the enemies of humanity³⁶.»

Cependant, établir une nouvelle forme de gouvernement, même si elle est ardemment souhaitée par une majorité de la population et que tous les moyens soient employés pour son instauration, ne peut satisfaire tout le monde et conduit automatiquement à une critique, même mineure, pouvant devenir contestation en cas d'échec de la réalisation des attentes espérées. N'oublions pas que la révolution a triomphé grâce à un consensus de forces assez disparates qui s'est établi autour de la personne de Khomeini contre le chah, et rassemblant des tendances aussi diverses que les religieux, les nationalistes, les communistes du Toudeh, les Moudjahedines, les Feddayins, ainsi que les étudiants, le prolétariat urbain, les intellectuels, et même des personnes de la classe dirigeante. Une fois la monarchie renversée, Khomeini se pose comme chef incontestable et établit son gouvernement. Mais, si la religion a un caractère messianique porteur d'espoir qui la rend indestructible, un gouvernement est porteur de la vulnérabilité des institutions humaines tou-

35. *La chute de la base de fourberie*, diffusé par l'ambassade d'Iran, p. 36.

36. R. KHOMEINI, Discours du 25 novembre 1979, *Selected messages and speeches of Imam Khomeini*, The Ministry of National Guidance, Tehran, pp. 80-81.

jours en risque d'échec, ou alors il refuse sa vulnérabilité et devient totalitaire en obligeant ses administrés à lui reconnaître une sorte de non-responsabilité quels que soient les événements qui se produisent. Nombre de partis de gauche ou nationalistes, une fois la monarchie renversée, entendent bien faire entendre leur voix et réaliser leurs propres aspirations. Même au sein du mouvement islamiste plusieurs tendances se dessinent, mais le PRI et les partisans de Khomeini n'entendent pas lâcher du lest au profit d'une quelconque tendance, car la tolérance de l'islam s'est perdue dans l'inafaillibilité de l'idéologie islamiste.

Nombre des forces qui ont participé à la révolution vont commencer à se combattre et, en 1981, malgré la guerre avec l'Irak, l'Iran connaît un climat intérieur proche de la guerre civile. Pourtant, Khomeini a su faire les compromis nécessaires avant de réussir à monopoliser le pouvoir. Si Bazargan est nommé Premier ministre et Bani Sadr Président de la République, c'est pour rassurer les nationalistes, la bourgeoisie, les modérés, les libéraux et les pays occidentaux en donnant une image de remise en ordre de l'État. C'est à partir des élections législatives de 1980, donnant la victoire au PRI, que le clergé prend peu à peu toutes les commandes de l'État, sonnant ainsi la fin d'un début de multipartisme qu'il a laissé entrevoir. On assiste alors à une opposition de plus en plus sérieuse des principaux courants qui vont se dresser contre les pleins pouvoirs que se fait donner Khomeini comme faqih.

Une partie du clergé s'oppose à Khomeini. Ainsi, l'ayatollah Shariamadari, grande figure religieuse iranienne, se dissocie de la violence politique, et s'oppose à l'intervention des religieux dans la direction de l'État³⁷. L'ayatollah Talequani refuse la dictature qu'il considère comme une forme d'idolâtrie et contraire au principe premier de l'islam³⁸. Nous n'entrerons pas dans les détails des querelles des ayatollahs, fort complexes. Cependant, il est à remarquer que le bas clergé est plus nombreux à soutenir Khomeini que le haut clergé, et que les opposants sont rapidement écartés.

Les nationalistes, les libéraux et les modérés sont touchés à travers Bazargan qui se heurte aux éléments les plus extrémistes de la révolution. Nommé le 5 février 1979, il démissionne le 6 novembre de la même année. Quant à Bani Sadr, bien que croyant et ayant une vision tiersmondiste rapportée de Paris où il a vécu les événements de mai 1968, il refuse la prise du pouvoir par le clergé et s'oppose à lui pendant l'affaire des otages américains. Pour lui, personne ne peut être le représentant de Dieu et le pouvoir politique doit être exercé par des laïcs, et il appelle le peuple à «résister» en juin 1981 avant de s'enfuir en France en juillet. Les Moudjahedines, un autre groupe ayant participé activement à la révolution, s'opposent à Khomeini qu'ils considèrent comme un usurpateur ayant confisqué la victoire de la révolution à son profit. Leur opposition commence avec le refus de la constitution subordonnée au pouvoir du faqih, et, après une période de coopération, ils

37. C. HAGHIGHAT, *op. cit.*, p. 34.

38. E. MORTIMER, *Saith and Power, the Politics of Islam*, London, Faber, 1982, p. 333.

appellent, en juin 1981, au renversement du Guide. C'est ainsi qu'une lutte féroce les oppose aux forces gouvernementales, et que les arrestations et les exécutions vont aller en croissant. Leur chef, Rajavi, s'enfuit en France en compagnie de Bani Sadr. Les Moudjahedines, surtout composés de jeunes gens, sont attachés à l'idéologie d'Ali Shariati qui voulait réformer l'islam dans le sens d'un système égalitaire sans distinction de classe. L'idéologie de Shariati a beaucoup influencé la révolution iranienne, et son impact est tel sur la jeunesse étudiante que ses publications resteront en vente en Iran. La vision de Khomeini est plus hiérarchique et divise la société dans laquelle chacun a un rôle bien précis, mais son discours sur le monde divisé en oppresseurs et opprimés, ces derniers devant être protégés par le gouvernement islamique qui doit s'internationaliser, est très proche de Shariati. «Nous avons le devoir de défendre les opprimés et de combattre les oppresseurs³⁹» est une idée forte de l'idéologie de Khomeini et se retrouve dans nombre de ses discours et de ses écrits. Quant aux communistes du Toudeh, considérés comme inféodés à Moscou et athées, ils sont pourchassés et le parti dissous en mai 1983.

D — Radicalisme, panislamisme et Occident

Contesté, le gouvernement islamique se trouve devant deux choix : accepter des compromis avec ses ex-alliés ou se radicaliser et combattre toute forme d'opposition. Son intransigeance le conduit à prendre la deuxième voie. À partir de 1983, le ton se durcit encore plus et les arrestations se multiplient. La répression prend alors le visage de l'intraitable Khalkhali, rapidement surnommé le Fouquier-Tinville iranien.

Pour faire fonctionner l'État islamique, et faire de la société un seul bloc conforme à la loi islamique concentrée entre ses mains, Khomeini se doit de faire contrôler non seulement les institutions d'État, mais également la société civile. C'est la radicalisation propre aux révolutions porteuses d'une idéologie, l'islam en tant que religion ne portant pas en lui de radicalisme. C'est ainsi que les pasdarans, devenus une véritable milice, se chargent désormais de contrôler les universités, les écoles, les lieux publics et même les individus, afin de vérifier si tout un chacun se conforme à la loi islamique telle que définie par l'État. La révolution du peuple se trouve confisquée au profit de militants idéologiques. C'est la purification, ou plutôt la période des purges, appelées aussi réformes. L'éducation est particulièrement surveillée où livres et professeurs doivent correspondre dorénavant «aux aspirations et aux objectifs d'une société véritablement et fièrement révolutionnaire⁴⁰». Publications, presse, radio et télévision sont également au service de la révolution :

[...] now that the universities and teaching colleges are being reformed with an academic and administrative purge [...] anywhere we should happen to encounter a symptom of deviation we should try to rectify it as speedily as we can [...] But most important of all are our theological

39. R. KHOMEINI, *Pour un gouvernement islamique*, op. cit., p. 37.

40. *Regards sur la République islamique d'Iran*, op. cit., p. 78.

schools in which the purge must be carried out with the joint effort of our respectable theological teachers and senior scholars and with the approval of religious authorities of the time⁴¹.

La religion quitte ainsi le domaine du sacré et du cœur de l'homme pour être transformée en doctrine enseignée par des idéologues portant l'habit religieux, mais en contradiction avec l'islam chiite admettant plusieurs écoles de pensée, comme avec la tolérance et la miséricorde du divin. Afin que l'islamisme soit «praticué» avec ferveur, une véritable révolution permanente est instaurée, dûment contrôlée par les éléments les plus extrémistes et les plus militants. Ces militants, qui ne craignent pas la mort, identifient leur cause à celle d'Hussein et se qualifient volontiers de martyrs de la révolution ; mais ils n'hésitent pas à tuer au nom du même Hussein qui perd ainsi son aspect mystique du juste martyr de l'oppression et du persécuté, et préférant la mort à la victoire par les armes. Le culte du martyr va devenir une véritable idéologie pour la cause de la victoire de l'islamisme, emprunté au désir religieux purificateur du chiisme : «We are people who cherish martyrdom. Our people desire martyrdom. [...] Our people consider martyrdom to be an honor⁴² [...]» Cette recherche du martyr va être utilisée non pas à des fins spirituelles, mais pour le recrutement de combattants volontaires lors de la guerre avec l'Irak, pour appeler les peuples à se soulever contre leur gouvernement et adopter la voie de l'islamisme, et également pour inciter des jeunes gens à se sacrifier lors d'actes terroristes. La mort est reçue lors du jihad qui n'est plus la lutte avec soi-même pour arriver au dépassement de soi, mais est confondu avec toute guerre d'indépendance ou révolutionnaire et devient ainsi une véritable lutte armée défensive ou agressive contraire au principe de la religion avant tout source de vie⁴³.

Le panislamisme de Khomeini, confondu avec l'exportation de sa révolution, est, avec le rejet de l'influence occidentale, le cœur de son idéologie. Il est également indissociable du rejet de l'Est comme de l'Ouest, exploiters et oppresseurs des peuples du Tiers monde, au profit d'une autre voie, et rejoint ainsi le tiersmondisme tout en privilégiant la solution islamique : «L'Islam est la religion de ceux [...] qui réclament la liberté et l'indépendance. Il est l'école des combattants du colonialisme⁴⁴.» La Constitution iranienne confirme dans son préambule que la révolution «est un mouvement pour la victoire de tous les déshérités sur les puissants», et que l'Iran se doit de déployer «ses efforts pour [...] renforcer la lutte engagée pour la délivrance des peuples démunis et opprimés dans le monde entier⁴⁵». Khomeini souhaite regrouper sous sa bannière les pays du Tiers monde, en commençant par les pays musulmans, mais en ne se limitant pas à eux. Il veut exporter la révolution et se faire le

41. R. KHOMEINI, *Imam's final discourse*, op. cit., pp. 33 et 40.

42. R. KHOMEINI, Discours du 22 novembre 1979, op. cit., p. 77.

43. Voir notamment Ayatollah Mutahhari, *Jihad*, Tehran, Islamic Propagation Organization, 1985, où l'auteur cherche à justifier la lutte armée par le Coran.

44. *Ibid.*, p. 10.

45. *Constitution de la République Islamique de l'Iran*, préambule.

champion d'une révolution culturelle permanente devenant idéologie de la libération, chassant tout ce qui peut rappeler l'Occident et retournant, non pas aux sources culturelles et religieuses de chacun, mais aux sources de l'islam primitif, modèle universel et juste :

Le droit islamique est progressiste, perfectionniste, universel.[...] Les peuples opprimés ont beau s'efforcer de se libérer de la mainmise de dirigeants pillards, dans l'espoir d'accéder à une vie meilleure, ils sont freinés dans leur élan par les minorités au pouvoir et leurs appareils gouvernementaux⁴⁶ [...] You Moslems and deprived people of the world, give your hands to each other [...] trust in Islam and revolt against the arrogant and the oppressors of the right of the people [...] Islamic countries must defend all freedom organization of the world⁴⁷.

Cependant, en agissant ainsi, Khomeini adopte les armes de ses ennemis, les puissances occidentales, puisque le modèle d'universalisation de la pensée et de la globalisation des modes de vie, par le renversement des gouvernements récalcitrants s'il le faut, est une des caractéristiques des principales idéologies occidentales : le fascisme, le communisme et le capitalisme libéral. Khomeini ne libère pas, il impose, et lance de véritables appels à la révolte :

Les colonialistes, en plus de leur domination politique sur certains peuples [...] ont divisé le monde en deux : les oppresseurs et les opprimés. [...] Nous avons le devoir de faire sortir de leur oppression et leur dénuement ces populations défavorisées⁴⁸ [...] You must stand fearless against your enemies whether they be America, International Zionism or Eastern or Western super-powers. [...] Eastern and Western super-powers are plundering both our material and spiritual benefits. They are keeping all of us in poverty. They are trying to make us politically, economically, culturally and military dependant upon them. All deprived people of the world, arise ! Rise and unite. Push the oppressors off the stage [...] Arise in revolt and rescue yourselves from the claws of the enemies of humanity. Do not continue to submit to injustice, for God will aid the oppressed⁴⁹.

Nous avons vu que Khomeini a une interprétation personnelle et politique de la Loi. Mais il situe sa vision et son message dans son temps, c'est-à-dire la guerre froide qui divise le monde suivant deux pôles. «Ni Est, ni Ouest» est, depuis Bandoeng, le slogan favori des pays non-alignés. Khomeini reprend ces idées politiques contemporaines et agit comme un chef politique déterminé à mener une action politique immédiate. Il s'éloigne de la religion qui, en dehors de son aspect sacré, adresse son message pour l'éternité, et non pour résoudre un problème politique immédiat. Sa haine des systèmes occidentaux se situe dans la continuation de la lutte anti-colonialiste du réforma-

46. R. KHOMEINI, *Pour un gouvernement islamique*, op. cit., pp.13 et 36.

47. R. KHOMEINI, Discours du 31 octobre 1979 et du 3 novembre 1979, op. cit. pp.44 et 47.

48. R. KHOMEINI, *Pour un gouvernement islamique*, op. cit., pp. 36 et 37.

49. R. KHOMEINI, Discours du 24 septembre 1979, du 23 décembre 1979 et du 6 janvier 1980, op. cit., pp. 41, 83 et 90.

teur al-Afghani⁵⁰, née de la confrontation avec les puissances coloniales du XIX^e siècle, et il appelle à la révolution avec des termes plus proches d'une terminologie marxiste occidentale que du Coran : « Oh you impoverished masses of the world ! Arise in revolt and rescue yourselves from the claws of the enemies of humanity. Do not continue to submit to injustice, for God will aid the oppressed⁵¹. » Dans son testament, on retrouve cette obsession de la libération politique, économique et culturelle des peuples du Tiers monde des grandes puissances, qu'il se plaît à appeler « devouring powers », et des gouvernements locaux à leur service :

My last word to Muslims and oppressed masses of the world is : You should not sit back and expect to be gifted with independance and freedom by the people at the helm of your country or by the foreign powers [...] those governments (local ones) have either tyrannized and strangled their own people [...] or have been puppet governments of the big powers⁵² [...]

Il faut dire que Khomeini a vécu lui-même une bonne partie de ce XX^e siècle pendant lequel l'Iran s'est retrouvé pour ainsi dire colonisé par les puissances occidentales, et il s'en souvient :

I can remember the two world wars [...] At that time [...] I saw Russian soldiers where I lived in Khomein. We had been invaded by them at that time. Some of you may recall the Second World War in which we were invaded by three powers : American, British, and Soviet troops were spread throughout Iran [...] When Britain and the U.S. had direct involvement in this country, we were left with virtually nothing. We were alienated from our culture [...] All projects were designed by foreigners⁵³.

L'idéologie islamiste, se base sur le principe de l'universalité. Hors de l'islamisme, point de salut pour les hommes de cette terre. Jusqu'à sa mort, Khomeini soutiendra cette thèse : « What I need to remind everyone here is that my politico-religious testament is not written solely for the noble people of Iran, but it is an advice for all Muslim nations as well as the oppressed people of the world, regardless of nationality and creed⁵⁴. » L'homme islamiste doit retourner aux sources du Coran, dévoyé tout au long des siècles par un clergé ignorant ou par des politiciens le voulant à leur service.

The more deviant institutions endured, the greater become the deviations and distorsions to the point that the Holy Qur'an [...] was misused by tyrannical government and by the more wicked preachers [...] And

50. Al-Afghani prêchait un retour à l'islam pur en gardant ses valeurs tout en empruntant à l'Occident sa technologie. Il ne tire donc pas un trait sur la civilisation occidentale, mais veut en utiliser les armes très consciemment.

51. R. KHOMEINI, Discours du 6 janvier 1980, *op. cit.*, p. 90.

52. R. KHOMEINI, *Imam's final discourse*, *op. cit.*, p. 62.

53. R. KHOMEINI, Discours du 4 juin 1980, *Imam Khomeini and November 4th*, Ministry of Islamic Guidance, novembre 1982, pp. 34 et 35.

54. R. KHOMEINI, *Imam's final discourse*, *op. cit.*, p. 12.

we are proud today that we want to execute the precepts of the Qur'an⁵⁵ [...]

Pour que le peuple soit fidèle à la révolution islamique, que l'Iran et tout autre pays du Tiers monde se libèrent du joug postcolonial et que soit rejeté le mode de vie occidental considéré comme décadent, c'est un homme nouveau, régénéré, vivant dans une société nouvelle que veut créer Khomeini. Pour réaliser ce projet il utilise tous les moyens de propagande. Certes, il propose un idéal de justice, d'égalité, d'amélioration des conditions de vie, d'identité et d'indépendance retrouvé par un retour aux préceptes de l'islam pur. Cependant, le langage utilisé est plutôt simple : si la population suit les préceptes du gouvernement islamique, tous les problèmes seront résolus. Il offre une renaissance islamique en rejetant les idéologies de l'Ouest comme de l'Est, considérées comme impérialistes, et s'adresse avant tout aux pauvres et à la classe moyenne, mais aussi aux étudiants et aux intellectuels parmi lesquels il trouve ses meilleurs militants. En d'autres mots, tout en gardant son caractère spécifique, le khomeinisme est une sorte de populisme, non seulement à l'échelle de l'État iranien, mais d'une protonation islamique.

En conclusion, nous pouvons dire que la religion peut être adaptée à n'importe quelle tendance par qui sait la manipuler avec adresse, car elle n'est pas faite pour la politique qui, elle, se doit de s'adapter à une époque et à des circonstances particulières. Etant révélé, l'islam est sacré et immuable dans son message et non manipulable, sinon, perdant son sens premier, le rapport avec le divin, il devient temporel, fractionné, discours justificateur d'une vision du monde, celle de l'idéologie. Les révolutions suivent un ordre : celui de l'évolution de la pensée dans une culture donnée liée à des conditions sociales et économiques que rejette une forte majorité de la population, le tout dans un contexte international déterminé. Les religions sont les gardiennes de l'éternité de l'esprit de l'homme dans sa totalité et dans sa condition, tout en encourageant celui-ci par la recherche de la connaissance à améliorer sa condition morale et physique dans le cadre de la révélation pour tenter d'arriver à l'harmonie parfaite. Elles ne peuvent être présentées par un homme comme la justification de sa politique, sinon il y a destruction et reformulation. Khomeini a-t-il alors un discours religieux ou politique ? Il répond lui-même à cette question :

Islam is a political religion [...] It is a religion in which prayer is combined with politics and politics is considered to be a kind of prayer⁵⁶ [...] It (islam) is an ideology which, unlike irreligious ideologies, has guidelines for and oversees every aspect of the private life of the people as well as the social, material, spiritual, cultural, political, military and economic system of the society⁵⁷ [...]

55. *Ibid.*, pp. 7, 8 et 9.

56. R. KHOMEINI, Discours du 24 août 1979 et du 24 septembre 1979, *op. cit.*, pp. 22 et 40.

57. R. KHOMEINI, *Imam's final discourse*, *op. cit.*, pp. 16 et 17.

L'islam chiite a définitivement quitté, dans ce type discours, son lien privilégié avec la religion, ainsi que bien des conceptions traditionnelles plus temporelles. La confrontation avec la pensée et les idéologies occidentales, véritable choc, a amorcé une cassure culturelle qui crée une totale confusion entre la tradition et les conceptions de l'Ouest. Alors que la tradition chiite parle d'illégitimité des pouvoirs politiques, de l'imperfection des gouvernements, de la nécessité de contester et de rechercher la justice et de soutenir les opprimés, Khomeini se donne lui-même une légitimité et une infaillibilité qui refusent toute remise en question et combat toute opposition. C'est alors un aspect totalitaire idéologique qui l'emporte, et le religieux, dont le rôle doit être de guider, de veiller et d'assurer son indépendance vis-à-vis de l'État pour continuer le combat permanent de l'espérance du retour de l'Imam caché, se transforme en législateur suprême, le faqih, détenteur de la vérité et se compromettant à la tête de l'État. La défense de l'opprimé et de l'évincé, ainsi que la recherche de justice, se transforment en tiersmondisme antioccidental ainsi qu'en une identification avec les victimes du néocolonialisme. C'est ainsi que la tradition chiite est récupérée à des fins politiques lui faisant perdre l'aura que lui avait gagnée sa méfiance vis-à-vis de tout pouvoir.